

ment fédéral des transports, des communications et de l'énergie (DFTCE) de mettre en consultation plusieurs projets de révision relatifs à la simplification, l'accélération et la coordination des procédures d'autorisation avant la fin du premier semestre 1996;

2. le Conseil fédéral s'est déclaré prêt à accepter la motion du Conseil des Etats, même s'il ne pourra la mettre en oeuvre dans les délais prévus;

3. l'objet de la motion (procédure à l'échelon fédéral) revêt également pour la Ceate-CN une importance non négligeable. Compte tenu du caractère délicat de ce dossier pour le Conseil fédéral, il est important que le Conseil national, lui aussi, lui transmette cette motion avant le vote final sur la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt mit 17 zu 5 Stimmen bei 3 Enthaltungen, die Motion zu überweisen.

Proposition de la commission

La commission propose, par 17 voix contre 5 et avec 3 abstentions, de transmettre la motion.

Überwiesen – Transmis

93.3606

Motion Zisyadis **Schaffung eines Bundesamtes** **für Religionsfragen** **Pour un office fédéral** **des questions religieuses**

Wortlaut der Motion vom 14. Dezember 1993

Der Bundesrat wird beauftragt, ein Bundesamt für Religionsfragen zu schaffen. Dieses Amt soll über die Gleichbehandlung der Bürgerinnen und Bürger in bezug auf die Religion wachen und die Entwicklung religiöser Strömungen in unserer Gesellschaft beobachten, die sich nach wie vor als konfessionell neutral versteht.

Das Bundesamt soll folgende drei Aufgaben wahrnehmen:

1. Es wacht über die verfassungsmässig garantierte Religionsfreiheit und schützt die Bürgerinnen und Bürger und den Staat vor Übergriffen der religiösen Autoritäten.
2. Es ist im Namen des Bundesrates Ansprechpartner für die kirchlichen Leitungsorgane insbesondere jener Kirchen, die in den Kantonen eine rechtliche Bindung zum Staat haben.
3. Als Fachstelle verfolgt es, welche Haltung die anerkannten christlichen Kirchen, aber auch andere Religionen, Sekten und religiöse Gruppierungen einnehmen, und beurteilt deren Einfluss auf die Entwicklung der Gesellschaft.

Texte de la motion du 14 décembre 1993

Le Conseil fédéral est chargé de créer un office fédéral des questions religieuses dont la tâche serait de veiller à l'égalité religieuse des citoyens et d'être un observatoire des phénomènes religieux dans une société qui entend rester attachée à la laïcité.

Trois fonctions devraient être reconnues à cet office:

1. Veiller à l'application de la Constitution fédérale en matière de liberté religieuse, et du devoir de protéger les citoyens et l'Etat contre les empiètements des autorités religieuses.
2. Etre l'interlocuteur de la part du Conseil fédéral, des responsables des Eglises, notamment celles qui, dans les cantons, ont un lien avec l'Etat.
3. Etre un observatoire des prises de position non seulement des Eglises chrétiennes reconnues, mais aussi des autres

religions, sectes, groupements à caractère religieux pour mesurer leur impact sur l'évolution de la société civile.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Spielmann (1)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 28. Februar 1994
Rapport écrit du Conseil fédéral du 28 février 1994

Les articles 49 et 50 de la Constitution fédérale garantissent la liberté de religion en ce sens que le particulier ne peut pas être limité dans ses convictions religieuses et leur propagation par des prescriptions de l'Etat. Aussi bien les Suisses que les étrangers peuvent invoquer la liberté de conscience et de croyance (art. 49) et la liberté des cultes (art. 50). Sont protégés le droit d'exprimer ses convictions religieuses par la parole ou par des écrits ainsi que la discussion critique des opinions religieuses d'autrui, d'une part, la libre appartenance à une communauté religieuse d'autre part. Une violation de ces droits constitutionnels peut être invoquée devant le Tribunal fédéral par la voie du recours de droit public. Non seulement les particuliers, mais aussi les communautés religieuses peuvent se prévaloir de la liberté des cultes (ATF 97 I 227). L'article 27 alinéas 2 et 3 de la Constitution fédérale garantit la neutralité confessionnelle des écoles publiques. Les recours contre les décisions prises en violation de ces dispositions peuvent être adressés au Conseil fédéral avec possibilité de les transmettre par décision à l'Assemblée fédérale. En outre, l'article 261 du Code pénal suisse punit l'atteinte à la liberté de croyance et des cultes. Un office fédéral des questions religieuses chargé de veiller à la garantie de la liberté de religion est par conséquent inutile.

En vertu de l'article 50 alinéa 2 de la Constitution fédérale, les cantons et la Confédération sont compétents pour «prendre les mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre public et de la paix entre les membres des diverses communautés religieuses, ainsi que contre les empiètements des autorités ecclésiastiques sur les droits des citoyens et de l'Etat». D'après la règle constitutionnelle de partage des compétences (art. 3 de la Constitution fédérale), les cantons demeurent souverains en matière ecclésiastique. Il leur appartient de régler les rapports entre l'Eglise et l'Etat et de fixer le statut juridique des communautés religieuses. Ce faisant, ils doivent veiller aux limites fixées par les dispositions fédérales (art. 49 et 50 de la Constitution fédérale). La création d'un office fédéral des questions religieuses, qui serait l'interlocuteur des responsables des Eglises, contreviendrait à la répartition des tâches. Dans ce domaine, les cantons ne sont pas dépassés par les problèmes au point qu'il paraisse opportun d'attribuer cette tâche à la Confédération. Bien au contraire, les cantons ont réussi, sans contrôle centralisé exercé par un office fédéral des questions religieuses, à tenir compte, dans les rapports entre l'Etat et l'Eglise, des particularismes régionaux nés de l'histoire et à sauvegarder ainsi la diversité culturelle et confessionnelle de la Suisse. Lors de la procédure de consultation relative à l'initiative populaire «concernant la séparation complète de l'Etat et de l'Eglise» du 17 septembre 1976, les cantons s'élevèrent vigoureusement contre une atteinte dans un domaine qui est de leur compétence (FF 1978 II 692 ss; cette initiative a été rejetée par le peuple et les cantons en 1980).

La souveraineté cantonale en matière ecclésiastique ne contrevient pas au principe d'égalité des citoyens vis-à-vis de la religion. Depuis longtemps déjà, le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale partent du principe que les cantons, souverains en matière ecclésiastique, peuvent choisir librement le régime ecclésiastique qui leur convient, et que l'accord d'un statut de droit public à une ou plusieurs communautés religieuses ne viole pas l'égalité de traitement malgré les privilèges (avant tout les avantages fiscaux) qui en découlent (FF 1978 II 694).

En outre, eu égard à la situation précaire en matière financière et de personnel dans laquelle se trouve la Confédération, il n'est pas recommandé d'instituer un office fédéral pour chaque problème particulier.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

Zisyadis Josef (–, VD): C'était en décembre 1993 que j'ai déposé une motion, bien avant les fameux événements de Salvan et de Cheiry, qui demandait que l'on crée un office fédéral des questions religieuses. Cet office fédéral devrait être, à mon avis, un observatoire, un peu à l'image de ce qui se fait au niveau du Parlement européen, de tout ce qui évolue sur le plan des sectes, de tout ce qui évolue dans les rapports entre les religions et l'Etat, de tout ce qui évolue au niveau de l'emprise des questions religieuses dans la société.

En effet, malgré la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il me paraît indispensable que nous puissions avoir une vue prospective sur l'avenir et sur l'évolution dans le monde religieux, d'autant plus que nous sommes dans une situation de crise des valeurs et de crise culturelle. Il n'est pas souhaitable, peut-être, d'avoir une structure lourde pour cet office des questions religieuses. Il n'empêche qu'il n'est pas pensable que la Confédération ne s'interroge pas sur l'évolution de ce type de questions. On pourrait parfaitement imaginer qu'il puisse y avoir une délégation de compétences à une université, mais que, de toute façon, cette question soit prise en compte parce qu'elle est fondamentale dans l'avenir de notre société.

Pour ma part, je vous invite à transmettre cette motion et à refuser la proposition du Conseil fédéral qui est un rejet pur et simple. Je crois que les événements de Salvan et de Cheiry, avec toute la force de ce qu'ils ont prouvé, montrent qu'il n'est pas possible de se désintéresser de ces questions, même si elles font partie de manière stricte de la sphère privée.

Zwygart Otto (U, BE): Ich unterstütze die Motion des Kollegen Zisyadis. Mir scheint, dass ein Bundesamt für Religionsfragen durchaus drinliegt. Wenn man ein Bundesamt für Sport schaffen will, dann hat meines Erachtens auch ein Bundesamt für Religionsfragen seine Berechtigung. Ich möchte das – in Ergänzung zu dem, was geschrieben bzw. gesagt wurde – in drei Punkten begründen:

1. Der Staat kommt ohne ethische Normen nicht aus. Gerade weil sich der Staat jedoch oft nobel hinter der Religionsneutralität – um diesen Ausdruck zu gebrauchen – versteckt, braucht es im Staatsapparat ein Grundwissen über Ethik, insbesondere aber auch über christliche Ethik, da wir ja in einem christlichen Staat leben. Kircheninstitutionen sind in unserem «Vernehmlassungsstaat» nur einige unter vielen und müssen dann immer hinten anstehen.

2. Kriege sind leider meistens religions- oder allenfalls ideologiebedingt. Um wirksame Friedensstrategien entwickeln zu können, brauchen vor allem auch Diplomaten ein vertieftes Wissen über Religion. Diese Kenntnisse sollten nicht nur oberflächlich vorhanden sein, sondern sollten auch in der Verwaltung erarbeitet werden können.

3. Das ist an und für sich ein Nebenpunkt: Für protestantische Christen ist die Nuntiatur, wegen der Verbindung von Kirche und Politik, immer mit einem gewissen Fragezeichen versehen. Mit der Schaffung eines neuen Bundesamtes würde die Bedeutung dieser Einrichtung relativiert. Denn es wäre für katholische, reformierte und andere Kirchen eine klar definierte Ansprechstelle in Fragen der Religion. Andererseits bliebe dann für die politische Seite der Religion immer noch der Bundesrat zuständig.

Deshalb hoffte ich, dass der Rat diese Motion überweist.

Dreher Michael (A, ZH): Ich bitte Sie, die Motion Zisyadis abzulehnen. Als unbedingter Anhänger der Trennung von Kirche und Staat könnte ich es nicht zulassen, dass nun auch noch in diesem Bereich mit Steuergeldern operiert wird. Wir sollten glücklich und froh darüber sein, dass der Konfessio-

nalismus in der Politik endlich überwunden ist. Denken Sie daran, dass wir vor etwa drei Jahren eine Mehrheit von vier katholischen Bundesräten hatten. Das war damals überhaupt kein Thema; das hat man zufällig einmal festgestellt. Vor 40 Jahren wäre das absolut undenkbar gewesen, da hätte man Gefahr für den konfessionellen Frieden gewittert. Der verhängnisvolle Filz von Kirche und Staat ist heute ein Überbleibsel aus vergangenen Zeiten. Der Staat hat sich, wie das die amerikanische Bundesverfassung seit 1776 praktiziert, gegenüber jedem Bekenntnis neutral zu verhalten. Das wäre letztlich auch das Richtige, um Religionsunruhen in jenen Ländern zu vermeiden, wo die Religionszugehörigkeit leider noch immer fundamentalistischen Charakter hat.

Herr Zwygart, Sie haben bis heute nicht begriffen, dass die Nuntiatur aufgrund einer diplomatischen Regelung da ist. Der Heilige Stuhl ist eines der ältesten Völkerrechtssubjekte, sein Nachfolger war später der Kirchenstaat, und mit den Lateranverträgen ist das geschrumpfte Gebilde Kirchenstaat zum Vatikanstaat geworden. Er ist völkerrechtlich Ausland, und der Vatikan hat nun einmal diplomatische Vertreter im Ausland, und dagegen spricht nichts, denn das sind normale diplomatische Beziehungen.

Aus diesem Grund habe ich, obwohl wie gesagt unbedingter Befürworter der Trennung von Kirche und Staat, nichts dagegen einzuwenden, dass im Palais von Fischer ein Nuntius regiert – ich meine natürlich: residiert. Regieren tut im Rahmen seiner Kirche eher Bischof Haas, der das gegen alle Widerstände seit sechs, sieben Jahren macht. Was genau man ihm vorwirft, weiss ich nicht; ein Bundesamt für Religionsfragen könnte da vielleicht klärend wirken. Wir wissen nur, das er der Grösste wäre, wenn er eine ökologisch-feministische Befreiungstheologie vertreten würde, was er ja nicht macht. Nicht nur deshalb hat er sich vermutlich die Abneigung und den Hass aller «fortschrittlichen» Kräfte zugezogen.

Bircher Peter (C, AG): In dieser Frage bin ich ähnlicher Auffassung wie der Vorredner. Es wäre wirklich verfehlt, für Religionsfragen ein Bundesamt zu schaffen. Unser Anliegen muss es vielmehr sein, eine sinnvolle Entflechtung – Entflechtung heisst nicht Trennung – zwischen Kirche und Staat zu ermöglichen und nicht neue Verknüpfungen und Erschwernisse zu schaffen. Im Gegenteil. Ich bin sogar der Auffassung, dass wir uns vielmehr wieder darauf besinnen sollten, was die gesellschaftlichen Kräfte, auch die Kirchen, möglichst autonom und selbständig zu tun vermögen. Denn wenn sie das tun, können sie diesem Staat sehr viele Aufgaben abnehmen und ihn sinnvoll entlasten. Darüber wurde im Kanton Zürich im Zusammenhang mit der «Trennungs-Initiative» eine sehr ausgiebige und gute Diskussion geführt, die sehr aufschlussreich war.

Es gibt echte Anliegen für eine weitere Entflechtung. Ich denke zum Beispiel an den völlig überholten Bistumsartikel, ein Anliegen, das vor noch nicht allzu langer Zeit im Ständerat behandelt wurde.

Ich teile die Darlegungen, wie sie von seiten des Bundesrates unterbreitet werden, auf der ganzen Linie und bitte Sie, diesen Vorstoss abzulehnen. Hier können wir nun in guten Treuen sagen, dass wir nicht an einem völlig unnötigen Ort Bürokratie schaffen wollen. Es ist anmassend, wenn Herr Zisyadis glaubt, eine solche Fachstelle könnte den Einfluss auf die Entwicklung der Gesellschaft beurteilen. Das sind für mich nicht nachvollziehbare Begründungen.

Ich bitte Sie, den Vorstoss abzulehnen.

Stucky Georg (R, ZG): Eigentlich hat mich das Votum unseres Kollegen Zwygart mobilisiert. Ich wundere mich über dieses Votum. Ich muss meine Interessenbindung darlegen: Ich war einmal Kirchenratspräsident der protestantischen Kirche des Kantons Zug. In dieser Funktion hätte ich nun wirklich auf ein Bundesamt verzichtet, das die Haltung der anerkannten christlichen Kirchen beobachtet, also quasi eine Oberkontrolle durch eine Bundesfachstelle darstellt.

Ich spreche jetzt speziell zu den Evangelisch-Reformierten: Das entspricht doch absolut nicht unserem Kirchenverständnis. Dieses stand kürzlich im Kanton Zürich zur Diskussion;

wir haben schon Mühe mit der Verbindung von Kirche und Staat, wie sie in den Kantonen besteht, wo der Staat die Bediensteten bezahlt. In unserem Kanton ist das nicht so. Wenn ich aber die Zwingli-Kirche nehme und noch die Kontrolle des Bundes mit einbeziehe, dann ist die ganze Entwicklung anders gelaufen: weg von dieser Staatsbevormundung, hin zur Unabhängigkeit der Kirche.

In einem Punkt gebe ich Herrn Zisyadis allerdings recht. Ich weiss nicht, ob das ungute Gefühl in bezug auf das, was Sekten machen, bei Ihnen ein Anlass gewesen ist, diese Motion einzureichen; leider haben Sie keine Begründung gegeben. Heute ist es genau ein Jahr her, seit der unerhörte Vorfall mit einer Sekte im Wallis und im Kanton Freiburg passiert ist. War eigentlich das Ihre Motivation, hier ein Mittel zum Eingreifen schaffen zu wollen? Da müsste ich allerdings sagen: Ist das dann nicht viel eher eine Sache der zuständigen Kulturdirektionen in den entsprechenden Kantonen respektive eine Sache, die allenfalls in den Bereich der Polizei gehört? Das ist der einzige Punkt, wo ich sehe, dass wir einen Bedarf hätten. Ich glaube, wenn man das Ganze ansieht, kann man nicht zuletzt auch aus finanziellen Gründen auf ein solches Bundesamt verzichten.

Koller Arnold, Bundesrat: Wie Sie der schriftlichen Stellungnahme des Bundesrates entnehmen können, lehnen wir diese Motion ab, und zwar nicht einmal in erster Linie aus rein finanziellen Gründen.

Es geht hier vor allem um eine wichtige staatspolitische Frage: Nach dem geltenden Verfassungsrecht liegt die Kirchenhoheit bei den Kantonen, allerdings innerhalb der bundesrechtlichen Schranken. Diese bundesrechtlichen Schranken ergeben sich vor allem aus der Glaubens- und Gewissensfreiheit, aus der Kulturfreiheit und aus der Garantie der konfessionellen Neutralität der öffentlichen Schulen. Die Kantone haben sich denn bei der Behandlung der Volksinitiative betreffend die vollständige Trennung von Staat und Kirche auch vehement gegen eine Verwischung dieser Kompetenzen gewehrt.

Wenn wir bei dieser Kompetenzordnung bleiben wollen – das ist doch offensichtlich die Meinung einer ganz grossen Mehrheit in diesem Staat –, dann bleibt vernünftigerweise auch kein Raum für ein entsprechendes Bundesamt.

Ich möchte Sie daher bitten, die Motion abzulehnen.

Zisyadis Josef (–, VD): Je suis un peu surpris, tout de même, des différentes réflexions qui sont faites à cette tribune.

Vous n'avez pris que les deux premiers éléments de ma motion, alors que j'insistais essentiellement sur le troisième élément. Il s'agissait de prévoir un observatoire des questions religieuses. Prenons un tout petit exemple. Aujourd'hui, la troisième religion en Suisse est officiellement l'islam. Cette question est extrêmement intéressante, parce que ça veut dire que la société est en train d'évoluer. Si nous ne prenons pas en compte l'évolution de la société, nous serons en butte, demain, à des problèmes de dérapage de toute sorte. Cela peut être des dérapages racistes, par exemple.

Je demande qu'on mette en place, non pas une surveillance supérieure, policière; ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il s'agit d'étudier ce qui bouge dans la société et d'être prêt à savoir ce qui est différent, ce qui se met en place comme évolution future. Et pour cela, il n'y a pas besoin de structures lourdes. Malgré la situation financière difficile que nous avons, nous pouvons parfaitement prévoir une délégation de compétences à un institut universitaire qui soit le vis-à-vis de cette question.

Koller Arnold, Bundesrat: Ich möchte gegenüber Herrn Zisyadis folgendes festhalten: Der Bundesrat bestreitet in keiner Weise, dass wir im Bereich der nötigen und erwünschten Integration von Ausländern auch Probleme haben, die sich beispielsweise aufgrund der Religionszugehörigkeit ergeben. Wir sind sogar davon überzeugt, dass wir diese Fragen der Integration von Angehörigen uns eher fremder Religionsgemeinschaften ernst nehmen müssen. Aber wir meinen, dass es dafür kein neues Bundesamt braucht. Das Bundesamt für Kultur wird in Zusammenarbeit mit jenen Bundesstel-

len, die sich vor allem mit der Integration der Ausländer befassen – einerseits die Eidgenössische Kommission für Ausländerprobleme und andererseits das Bundesamt für Ausländerfragen –, in seinem Rahmen diese Fragen bearbeiten. Aber wir bestreiten die Notwendigkeit, hierfür ein eigenes Bundesamt zu schaffen.

Abstimmung – Vote

Für Überweisung der Motion

7 Stimmen

Dagegen

95 Stimmen

93.3642

**Motion des Ständerates
(Cottier)
Beseitigung
von steuerlichen Hindernissen
bei grenzüberschreitenden
Beteiligungsumstrukturierungen**

**Motion du Conseil des Etats
(Cottier)
Elimination d'obstacles fiscaux
lors de restructurations
des participations
à des entreprises internationales**

Wortlaut der Motion vom 26. Januar 1995

Der Standort Schweiz hat als Sitzstaat für international tätige Unternehmen erheblich an Attraktivität verloren und bedarf der dringenden Verbesserung. Nachteilig sind insbesondere die steuerrechtlichen Hindernisse, die eine effiziente Gestaltung der Beteiligungsstrukturen im grenzüberschreitenden Verhältnis praktisch verunmöglichen.

Der Bundesrat wird daher ersucht, gegebenenfalls durch gesetzliche Massnahmen sicherzustellen, dass bei Unternehmensumstrukturierungen auf dem Wege des Anteilsaustausches über die Grenze keine Besteuerung der stillen Reserven auf den übertragenen Beteiligungsrechten erfolgt.

Texte de la motion du 26 janvier 1995

Les conditions fiscales suisses des sociétés à participation et à activité internationales se sont fortement dégradées si on les compare à celles d'autres pays qui ont fait des progrès. Des obstacles d'ordre fiscal, notamment, rendent trop onéreuse une restructuration des participations internationales. Il y a urgence à y remédier.

Nous demandons dès lors au Conseil fédéral de prévoir, le cas échéant par des mesures légales, que lors de restructurations d'entreprises domiciliées en Suisse sous forme d'échange de participations entre des entreprises de pays différents, les réserves latentes sur les droits de participation transférés à l'étranger ne soient pas imposées.

Antrag der Kommission

Mehrheit

Überweisung als Motion

Minderheit

(Strahm Rudolf, Baumann Ruedi, Bodenmann, Borel François, Brunner Christiane, Hämmerle, Ledergerber, Thür)
Überweisung als Postulat

Proposition de la commission

Majorité

Transmission sous forme de motion

Minorité

(Strahm Rudolf, Baumann Ruedi, Bodenmann, Borel François, Brunner Christiane, Hämmerle, Ledergerber, Thür)
Transmission sous forme de postulat

Motion Zisyadis Schaffung eines Bundesamtes für Religionsfragen

Motion Zisyadis Pour un office fédéral des questions religieuses

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1995
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.3606
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.10.1995 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2137-2139
Page	
Pagina	
Ref. No	20 026 156

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.